

## V. — LA « TENDANCE A L'ASSIMILATION STRUCTURELLE »

Nous arrivons à présent à un des points centraux de la thèse de Germain et du S.I. qui, pratiquement, n'a jamais été mis en doute dans notre Internationale, à savoir la tendance de la bureaucratie à assimiler structurellement les pays occupés, à les intégrer sur la base des rapports sociaux existant en U.R.S.S., à l'économie soviétique.

Voici les citations principales qui montrent comment Germain et le S.I. posent cette question :

« La bureaucratie ne cherche pas une « main-d'œuvre » à surexploiter » (p. 9, col. 2).

« Débutant par une destruction des forces productives, il résulte, pour autant, que la situation transitoire dans le glacis puisse se prolonger tant soit peu, dans un sérieux développement de ceux-ci et met à l'ordre du jour l'assimilation de leur structure sociale et économique à celle de l'U.R.S.S. » (p. 9, col. 3).

« Les nationalisations constituent pour la bureaucratie un pas sur la voie de « l'assimilation structurelle » — bureaucratique — du glacis à la structure de l'U.R.S.S. » (p. 11, col. 2).

« Partant de la tendance de la bureaucratie à « assimiler structurellement » les pays où elle maintient une occupation pendant toute une période et qu'elle veut intégrer dans son système économique ; partant également de l'impossibilité de réaliser cette assimilation en dehors de l'action des masses laborieuses, nous pouvons constater que les pays successivement occupés par la bureaucratie stalinienne se laissent diviser en trois zones :

a) Les pays baltes... où l'assimilation structurelle est complète ;

b) En Pologne, en Allemagne occupée, en Yougoslavie et Tchecoslovaquie... un début d'« assimilation structurelle »... ;

c) En Finlande, en Autriche, en Hongrie, en Bulgarie, l'Etat et l'économie restent foncièrement bourgeois... (p. 11, col. 1, 2, 3, chap. 7).

« La politique de pillage... est un phénomène passager. Le phénomène permanent, la tendance générale, sont ceux à « l'assimilation structurelle » qui comporte non pas le pillage, mais au contraire le développement de l'appareil de production. Cela se manifeste déjà maintenant clairement dans tous les pays occupés » (p. 13, col. 2 et 3).

Et enfin :

« Incapable de rétablir avec son aide l'économie de l'ensemble des pays du glacis, incapable surtout de faire un appel aussi large, englobant près de la moitié du prolétariat européen — seul moyen de faire aboutir à pareille échelle l'assimilation structurelle complète — il est dès maintenant extrêmement douteux que la bureaucratie PUISSE ET MEME VEUILLE MAINTENIR L'OCCUPATION DE L'ENSEMBLE DES PAYS DU GLACIS. Il est au contraire probable que dans l'ensemble des pays où l'assimilation structurelle n'a pas été encore entamée (Finlande, Hongrie, Autriche, Roumanie, Bulgarie) les troupes russes quitteront successivement la scène de façon plus ou moins discrète, ne laissant derrière elles que des agents-espions dans l'armée, la police, l'économie, qui, dans des conditions de plus en plus défavorables, seraient progressivement évincés si une nouvelle montée révolutionnaire du prolétariat « indigène » ne change pas radicalement la situation » (souligné par moi, p. 15, in fine, début p. 16, col. 1).

Je m'excuse pour ces longues citations mais je crois qu'elles étaient indispensables pour reconstituer la conception, au demeurant assez contradictoire, du camarade Germain.

Il en résulte donc :

1° Que la situation actuelle « transitoire » ne puisse se prolonger et que l'assimilation est à l'ordre du jour (p. 11) ;

2° Que cette assimilation ne pouvant se faire sans appel aux masses, il est douteux que la bureaucratie prolonge son occupation et il est probable qu'elle se retire d'une façon discrète « (sic) » laissant « derrière elle des agents-espions » (resic) (cf. p. 16) ;

3° Jusqu'à présent on peut distinguer trois zones : pays complètement assimilés ; pays où il y a « début d'assimilation » ; pays où l'Etat et l'économie restent « franchement » (?) capitalistes (cf. p. 11) ;

4° La tendance générale reste toutefois à l'assimilation structurelle (cf. p. 13).

Turnant le dos à une réalité précise caractérisée par les faits qui suivent, Germain bâtit une construction de plus en plus achevée et finie, dont le seul tort est de ne pas avoir une stabilité plus grande que les constructions des équilibristes de cirque. En effet :

Le caractère du pillage n'est pas passager mais à long terme : les réparations s'échelonnent sur de longues années ; le Kremlin est devenu à l'égard du glacis banquier, industriel, surexploitant la main-d'œuvre : des sociétés mixtes ont été

créées pour trente ans ; les traités de commerce avec tarifs préférentiels, calculés sur le prix arbitraire du rouble représentent un pillage à peine masqué des pays prétendus « alliés » ; le maintien du capitalisme comme structure même dans les pays à grandes nationalisations (qui fonctionnent comme des sociétés commerciales d'ailleurs) montre que le Kremlin enferme chacun de ces pays dans un cadre national sur une structure capitaliste, car c'est seulement sur un tel régime que le Kremlin peut établir ses hypothèques.

Incapable de comprendre que le caractère nouveau de cette expérience que nous venons de vivre se trouve dans le fait que la bureaucratie entend, s'efforce et réussit à élever le « bastion » soviétique au-dessus des pays et des peuples qu'elle occupe et qu'elle exploite, Germain passe à côté précisément de toutes les données de la vie pour se réfugier dans des schémas.

Ce n'est pas par hasard que Germain s'efforce de démontrer que le pillage est passager.

Ce n'est pas par hasard que Germain ne comprend pas ou cache la destruction des forces productives opérée par le Kremlin dans les pays occupés.

Ce n'est pas par hasard que Germain ne met pas en relief le rôle de banquier, industriel que joue le Kremlin par rapport aux pays ex-satellites.

Ce n'est pas par hasard que Germain écrit que l'économie roumaine, hongroise, etc..., est « franchement » capitaliste et laisse dans le brouillard « transitoire » le caractère des économies tchécoslovaque et yougoslave.

Ce n'est pas par hasard que Germain confond « nationalisation » et « montée révolutionnaire ».

Ce n'est pas par hasard que Germain ne comprend pas que l'« assimilation » d'une partie de la Pologne et de la Roumanie s'est accompagnée de l'expulsion massive des nationaux.

La somme des « hasards », se ramène en définitive à ceci : Germain s'efforce à tout prix de montrer, même en forçant la réalité, que la bureaucratie tend à assimiler structurellement le glacis. Cette idée, soit dit en passant, n'est pas seulement propre à Germain : on la retrouve chez des camarades aussi divers et opposés de Schwartz, que Lucien, Darbout et que Montal ; il est vrai que pour Lucien, Darbout, l'assimilation est déjà faite et que l'alignement est complet sur l'U.R.S.S. et que pour Montal la question reste aussi brumeuse que celles auxquelles il répond d'habitude (1).

Si Germain parle de tendance à l'assimilation c'est qu'en réalité son point de départ reste celui qui nous était commun avant la guerre et avant l'expérience du glacis, à savoir : l'économie soviétique étant une économie planifiée basée sur la nationalisation du sol, la socialisation des moyens de production, et le monopole du commerce extérieur, chaque avance des armées capitalistes sur le territoire soviétique doit se traduire par la destruction des bases de l'économie planifiée (ce qui arriva lors de la pénétration en Allemagne) et chaque avance de l'armée soviétique doit se traduire par la destruction des rapports capitalistes. Or, le deuxième terme de ce point de vue, tout théorique avant la guerre, a été absolument contredit par les faits. La bureaucratie soviétique s'est assurée le contrôle de l'Etat bourgeois, mais n'a pas ébranlé ses assises capitalistes pour les motifs principaux que nous avons étudiés et tout d'abord parce que l'U.R.S.S. entreprend l'exploitation de ces pays. Comme les faits sont têtus et comme l'assimilation n'existe pas, Germain l'a remplacée par la « tendance » en falsifiant ou en ne comprenant pas les données existant dans le glacis (précisément parce qu'il reculait devant l'idée de cette conquête de l'Etat reposant sur des rapports capitalistes que Germain parle de « pénétration » dans l'Etat qui n'explique rien du tout). En réalité la profonde tendance de la bureaucratie stalinienne, et c'est là toute sa philosophie de la démocratie populaire, c'est de manier des rapports économiques capitalistes avec une direction stalinienne de l'Etat ce qui permet l'assujettissement et la surexploitation de ces Etats dits « populaires ».

(1) Voici en effet ce qu'écrit Montal-Chaulieu dans le texte-thèse au troisième congrès : « Les camarades Lucien et Guérin écrivent à propos des nationalisations en Europe orientale « qu'elles ne diffèrent aucunement de celles qu'on peut voir en Europe occidentale ». Or, précisément, dans ce cas c'est la dépossession politique de la bourgeoisie qui rend ces nationalisations significatives : la monopolarisation effectuée ou en train de se préparer, du pouvoir politique par les P.C. dans ces pays, rend la bureaucratie stalinienne maîtresse des moyens de production nationalisés, de la même manière en général, que l'est la bureaucratie russe, quoique dans des modalités différentes. Ce qui montre encore une fois que le stalinisme poursuit dans ces pays, sous une perspective de terme court ou moyen, la politique qu'il mène à l'échelle mondiale sous une perspective de long terme, à savoir, une politique d'assimilation » (p. 5, col. 2).

Ce développement de l'U.R.S.S. est un développement qui révèle en fait et non en paroles le caractère contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne et comment elle remplit ce rôle.

L'inconséquence totale de la position de Germain et du S.I. réside dans le fait suivant : s'il y a tendance à l'assimilation, si l'assimilation se produit même d'une façon « transitoire », pourquoi alors le S.I. se prononce-t-il pour les retraits de troupes soviétiques ? Il est vrai que le S.I. a longuement hésité avant de prendre cette position et qu'il ne l'a prise que sous le fouet des événements qui contredisaient sa propre position théorique. Il est également vrai que par exemple, pour briser le centralisme stalinien, Trotsky avait formulé l'hypothèse en 1933 de l'indépendance de l'Ukraine, tout en restant sur le terrain de la défense de l'U.R.S.S. Mais à l'époque il s'agissait d'une hypothèse théorique et non d'un mot d'ordre actif et immédiat de l'Internationale, comme celui du retrait des troupes. On peut ajouter que si l'Internationale se prononce pour le retrait des troupes, c'est qu'elle trouve que la « tendance à l'assimilation » est trop lente ou faite par-dessus la tête des masses, etc. Alors, en cas de guerre, que fera l'Internationale qui est pour la défense de l'U.R.S.S., lorsque les troupes soviétiques avanceront en créant de nouveau derrière elles des régimes semblables à ceux du glacis ?

Se prononcera-t-elle alors pour le retrait des troupes ou

sacrifiera-t-elle ce malheureux retrait à l'union sacrée avec le Kremlin ?

Non, en vérité, la position internationale est inconséquence parce qu'elle veut à tout prix maintenir intact le dogme de la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S., même quand les faits nouveaux ceux-là, montrent l'inconsistance d'une telle position.

Pour ma part, je me bornerai à conclure de la façon suivante : le fait absolument nouveau, ni prévu par Trotsky, ni prévu par personne, c'est que l'expansionnisme soviétique se traduit par la mainmise sur l'Etat bourgeois tout en gardant le caractère capitaliste de l'économie et que telle sera sa forme d'avance même dans le cas d'une guerre éventuelle, car ceci permet l'exploitation intensive des glacis et l'élévation du bastion soviétique au-dessus des peuples assujettis. Je crois que ce fait oblige à une révision de la théorie de la défense de l'U.R.S.S. et que la définition tactique et stratégique de cette révision devra être poursuivie dans l'Internationale. Le défaitisme par rapport aux troupes soviétiques occupantes s'impose aujourd'hui comme il s'imposera demain dans tous les pays occupés par le Kremlin. A l'intérieur de l'U.R.S.S., la lutte contre le stalinisme s'imposera avec la même vigueur qu'en temps de paix, même si l'on veut sauver « ce qui reste de la Révolution d'Octobre ». Cela s'appelle-t-il du défaitisme ? Si vous le voulez...

Juin 1947.

## Les pays du glacis et la défense de l'U. R. S. S.

(Réponse au camarade Marcoux)

par E. GERMAIN

### Comment ne pas polémiquer

La polémique marxiste a ses méthodes et ses lois propres. Outre qu'elle exige une exactitude rigoureuse dans la présentation des faits, elle s'efforce de saisir les divergences réelles et de tracer ainsi la dynamique de la discussion, d'où celle-ci vient et où elle va, de par la logique interne des positions opposées. Elle essaye de même de mettre à nu le mécanisme de la pensée, de la confronter avec la méthode de penser marxiste et de déduire, également de cette analyse, l'orientation fondamentale des tendances en présence.

Contrairement à la plupart des autres camarades qui ont polémique contre notre position au sujet des pays du « glacis », et qui se contentent ou bien d'affirmations gratuites ou bien de grossières simplifications, Marcoux a sérieusement étudié la question et ne discute pas en dilettante. Il est d'autant plus dommage qu'il introduise dans le débat des procédés de polémiques inadmissibles qui lui permettent peut-être de faire briller son esprit mais qui obscurcissent les questions au lieu de les éclaircir. Appelons les choses par leur nom : les deux tiers de son article sont consacrés à de vaines querelles de mots, alors que les véritables divergences sont seulement traitées en passant et que, pour cette raison, la polémique se termine en queue de poisson.

#### Premier exemple : La querelle de la « surexploitation ».

Marcoux nous accuse à maintes reprises de ne pas comprendre ou de passer sous silence le phénomène de la surexploitation durable que la bureaucratie soviétique impose au prolétariat des pays du « glacis ». Il utilise à cette fin une citation de notre projet de thèse (p. 11 du Bulletin intérieur du S. I., n° 1, consacré à la question de l'U. R. S. S.). Nous y disons, en effet : « La bureaucratie ne cherche pas une main-d'œuvre à « surexploiter ». Mais Marcoux isole cette citation du contexte. Placée dans son contexte, elle revient à une distinction entre la politique d'expansion de la bureaucratie et celle du capital financier. Parmi les facteurs qui déterminent la politique d'expansion du capital financier, il y a le désir de rechercher une main-d'œuvre meilleur marché que la main-d'œuvre nationale afin de réagir contre la baisse tendancielle du taux moyen de profit. On sait que c'est précisément la différence du niveau

moyen des salaires dans les pays capitalistes avancés et les pays coloniaux qui constitue la source principale des surprofits coloniaux, et c'est dans ce sens qu'on parle d'une surexploitation impérialiste de la main-d'œuvre coloniale. Marcoux ne pouvait pas se méprendre sur cette façon spécifique d'utiliser ce terme, puisque nous ajoutons dans la phrase suivante : « Au contraire, il est plus que probable que les travailleurs roumains, hongrois, etc., employés par les « sociétés mixtes » auront un standard de vie plus élevé que celui de l'ouvrier russe. » Nous supposons que Marcoux ne doute pas de l'exactitude de cette affirmation. Nous supposons que par conséquent il ne pourrait que nous donner raison quand nous disons : dans ce sens classique du mot — et c'est le seul dont il s'agit dans le contexte ! — il n'y a pas de main-d'œuvre à « surexploiter » recherchée par la bureaucratie, celle-ci ne cherche pas une main-d'œuvre à laquelle elle veut imposer un niveau de vie plus bas que celui des travailleurs russes.

Mais Marcoux s'appuie sur cette citation tirée hors de son contexte pour insinuer que nous « nions » le caractère d'exploitation de l'intervention de la bureaucratie dans le « glacis », ainsi que le fait que cette exploitation y aggrave la situation des masses. Cette exploitation est évidemment une « surexploitation » dans la mesure où, se superposant à l'exploitation de la bourgeoisie indigène, elle a pour résultat d'empriser incontestablement la situation des masses laborieuses. Tout au long de la même page de laquelle Marcoux a extrait cette unique phrase, il est expliqué quels sont les résultats désastreux de la politique de pillage de la bureaucratie soviétique par rapport à la situation des masses laborieuses du « glacis ». Une « surexploitation » dans un sens d'une exploitation superposée à celle de la bourgeoisie nationale et emprisant fortement la situation des travailleurs, nous ne l'avons nullement et nulle part nié. Nous pensons, au contraire, que c'est cette exploitation du glacis par la bureaucratie soviétique qui donne un caractère profondément réactionnaire à toute son intervention dans le glacis. Nous avons seulement évité l'emploi du terme « surexploitation » dans ce sens, précisément pour ne pas introduire la confusion des termes sur laquelle spéculait Marcoux pour induire en erreur des camarades non prévenus.